La décision de l’UE contre le Burundi risque d’être lourde de conséquences

RFI, 14-03-2016 Quelles consÃ©quences pour le Burundi aprÃ¨s la suspension de l'aide de lâ€™UEÂ ? Lâ€™Union europÃ (UE) a dÃ©cidÃ©, ce lundi 14 mars, de suspendre son aide financiÃ¨re au Burundi, trois mois aprÃ¨s le dÃ©but des consultations sur le pays. Une suspension qui intervient au titre de lâ€™article 96 de lâ€™accord de Cotonou, texte qui rÃ©git coopÃ©ration. En dÃ©cembre dernier, le Conseil de l'Union europÃ©enne avait jugÃ© insatisfaisants les efforts de Bujumbura pour remÃ©dier aux violations des droits de lâ€™homme et des principes dÃ©mocratiques. Cette dÃ©cision de lâ€™UE risque lourde de consÃ©quences car lâ€™Ã©conomie du pays est au plus mal.

AprÃ¨s la Belgique, les Pays-Bas et les Etats-Unis, câ€™est au tour de lâ€™Union europÃ©enne de couper son aide directe Â lâ€™administration burundaise y compris lâ€™aide budgÃ©taire. Lâ€™UE Ã©tait le principal donateur du pays et contribuait Ã 20% du budget national. Au Burundi, les ministÃ¨res de lâ€™Agriculture et de la SantÃ© sont subventionnÃ©s respectivement 80 et 60% par lâ€™aide extÃ©rieure ce qui veut dire que les consÃ©quences pourraient Ãªtre dramatiques pour la population q manque dÃ©jÃ de mÃ©dicaments et voit les prix des denrÃ©es augmenter de jour en jour. Câ€™est probablement pour cette raison que lâ€™UE maintient, en revanche, son aide humanitaire et souhaite dÃ©velopper des projets qui bÃ©nÃ©ficient directement Ã la population sans passer par les comptes du gouvernement. Pour reprendre son aide, lâ€™UE attend de Bujumbura Â«Â des mesures concrÃ¨tesÂ Â» concernant notamment une vÃ©ritable implication dansÂ le dialogue avec lâ€™opposition qui est restÃ© lettre morte, depuis dÃ©cembre dernier. Au Burundi, la crise nâ€™est plus seulement politique aussi financiÃ¨re. En termes de PIB par habitant, le Burundi est aujourdâ€™hui le dernier pays. Les caisses de lâ€™Etat sont vides et les prÃ©visions du FMI pour 2016 sont dÃ©sastreuses. Une situation qui ne semble pas inquiÃ©ter outre mesure le ministre des Affaires extÃ©rieures burundais, Alain AimÃ© Nyamitwe. Â«Â Nous apprenons quâ€™il faut compter sur nos propres ressources et lâ€™aide de nos autres partenairesÂ Â», a-t-il dÃ©clarÃ©, sans toutefois spÃ©cifier lesquels.